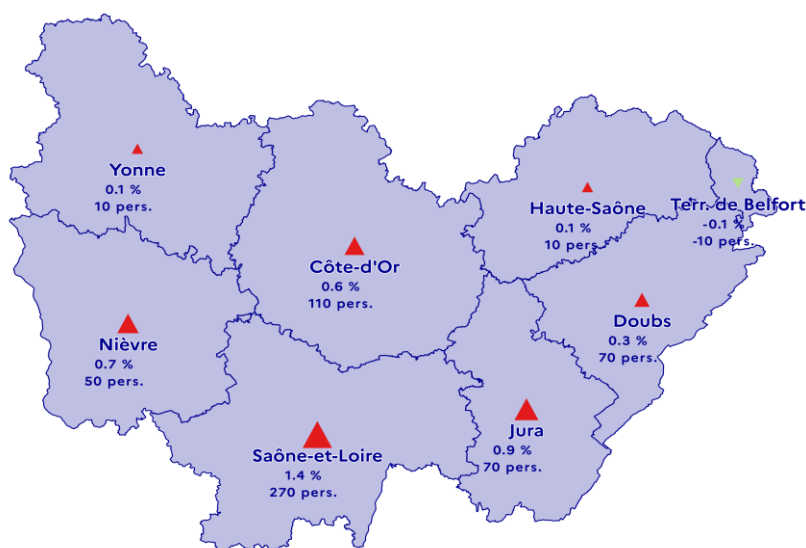


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DE LA SAÔNE-ET-LOIRE

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022 (EN % ET EN NOMBRE)



► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **19 920** (+ 1,4 % sur un trim.)
Cat. B, C : **20 680** (- 5,1 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **40 600** (- 2,1 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,2 % au 1^{er} trimestre 2022
+ 0,1 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2021
(France métropolitaine : 7,1 % ; - 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

191 640 au 1^{er} trimestre 2022
+ 0,2 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2021

● RECOURS À L'INTÉRIM

7 630 intérimaires au 1^{er} trimestre 2022
- 0,7 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2021

France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 0,6 % par rapport au 1^{er} trimestre 2022

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

Au premier trimestre 2022

L'emploi salarié (privé et public) augmente en Saône-et-Loire de 0,2 % représentant 350 emplois en plus par rapport au 4^e trimestre 2021. Hors intérim, l'emploi est dynamique dans le secteur agricole et celui des services marchands, notamment les transports-entrepôts, les services aux entreprises et aux ménages. Il croît dans une moindre mesure dans l'industrie et le commerce. En revanche, il se replie dans la construction. Sur un an, l'emploi salarié progresse de 2,3 %, la hausse la plus favorable de la région. La demande en intérim se contracte légèrement, excepté dans l'industrie. Le recours à l'activité partielle n'a pas faibli et a même augmenté dans certains secteurs, principalement l'hébergement, la restauration et l'évènementiel soumis à des restrictions sanitaires causées par la vague Omicron. D'autres sont pénalisés par les tensions sur les chaînes d'approvisionnement causées par la guerre en Ukraine. Le nombre moyen de foyers bénéficiaires du RSA (environ 10 100) continue de reculer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-8 %, soit -880), une baisse annuelle plus élevée que celle enregistrée dans la région.

Au deuxième trimestre 2022

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle est plus faible comparativement aux demandes faites en début d'année. Les défaillances d'entreprises augmentent mais le nombre d'emplois menacés reste inférieur à son niveau 2019. Les créations d'entreprises sont moins dynamiques qu'il y a un an. Dans un contexte de ralentissement de l'activité économique, la demande d'emploi (cat.A) s'accroît de 1,4 %. Toutes les tranches d'âges sont concernées, excepté celle des inscrits de 50 ans ou plus. Les sorties de Pôle emploi demeurent plus importantes et supérieures au volume d'entrées. Cependant, les sorties pour reprise d'emploi sont moins importantes. A l'inverse, les entrées suite à une fin de contrat ou de mission d'intérim augmentent.

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Saône-et-Loire :

Données CVS-CJO

	T2 2022	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	19 920	+1,4	-12,4
Catégories B, C	20 680	-5,1	-4,0
Catégories A, B, C	40 600	-2,1	-8,3

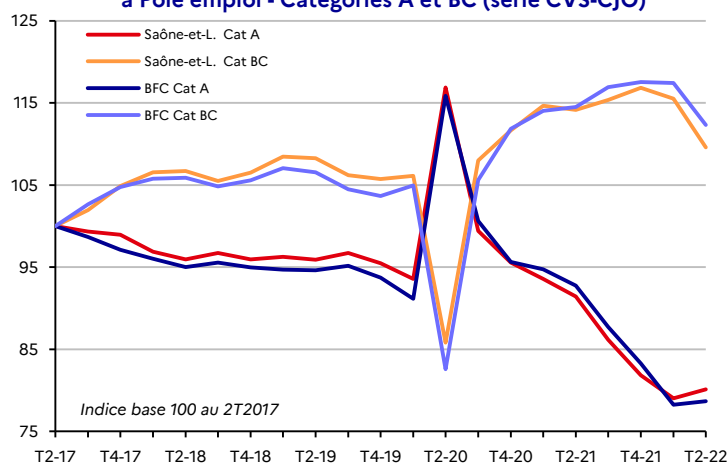
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T2 2022	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	102 200	+0,6	-15,2
Catégories B, C	97 540	-4,3	-1,9
Catégories A, B, C	199 740	-1,9	-9,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T2 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	10 180	+2,0	-11,8	+0,3	-15,6
< 25 ans	1 370	+0,7	-14,4	+1,1	-19,6
25 - 49 ans	5 580	+4,3	-12,4	+1,0	-16,0
50 ans et plus	3 230	-1,2	-9,8	-1,5	-12,8
Femmes	9 750	+0,7	-12,9	+0,9	-14,7
< 25 ans	1 310	+1,6	-14,4	+1,6	-17,9
25 - 49 ans	5 270	+1,0	-12,6	+1,3	-15,0
50 ans et plus	3 170	0,0	-12,4	-0,1	-12,6
Total	19 920	+1,4	-12,4	+0,6	-15,2
< 25 ans	2 680	+1,1	-14,4	+1,3	-18,8
25 - 49 ans	10 850	+2,7	-12,5	+1,1	-15,5
50 ans et plus	6 400	-0,6	-11,1	-0,8	-12,8

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T2 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	19 240	-1,6	-8,7	-2,0	-9,9
< 25 ans	2 540	-3,8	-15,6	-3,2	-16,3
25 - 49 ans	11 160	-1,3	-9,2	-2,1	-10,2
50 ans et plus	5 540	-1,1	-4,0	-1,2	-5,2
Femmes	21 360	-2,5	-7,9	-1,8	-8,5
< 25 ans	2 660	-2,6	-11,9	-3,2	-14,7
25 - 49 ans	11 950	-3,0	-8,2	-1,8	-8,9
50 ans et plus	6 750	-1,6	-5,7	-1,1	-5,1
Total	40 600	-2,1	-8,3	-1,9	-9,2
< 25 ans	5 190	-3,2	-13,9	-3,2	-15,5
25 - 49 ans	23 120	-2,2	-8,7	-1,9	-9,5
50 ans et plus	12 290	-1,4	-4,9	-1,2	-5,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T2 2022	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	20 790	-0,8	-2,7	-0,2	-4,6
DELD :					
1 à 2 ans	7 510	-2,8	-20,5	-4,4	-22,9
2 à 3 ans	4 230	-7,2	-15,1	-5,9	-9,4
3 ans et plus	8 070	-1,6	-4,8	-1,3	-4,6
Total DELD	19 810	-3,3	-13,5	-3,6	-13,7
Part des DELD	48,8%	-0,6 pt	-3,0 pt	-0,9 pt	-2,5 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T1 2022	Moyenne annuelle 2022	
		2022	2021
Assurance chômage	17 090	17 090	20 810
Solidarité - Etat	2 180	2 180	2 430
Autres	450	450	550
Total DE indemnisés	19 720	19 720	23 790
Formation	1 520	1 520	1 480
Part des DE indemnisés* :			
Saône-et-Loire	45,3%		
BFC	46,3%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Saône-et-Loire			BFC	
	T2 2022	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	511	+33	+6,8	+206	+8,7
Fin de mission d'intérim	232	+38	+19,4	+218	+20,7
Démission	187	+27	+17,2	+184	+25,3
Rupture conventionnelle	217	+6	+2,7	+49	+4,2
Licenc. économique	46	+5	+13,2	-26	-8,5
Autre licenciement	237	+9	+4,0	+143	+12,1
Première entrée ⁽¹⁾	125	-17	-12,1	-116	-13,3
Retour d'inactivité ⁽²⁾	648	-20	-3,0	+19	+0,5
Réinscription rapide ⁽³⁾	650	+34	+5,6	-54	-1,7
Autre motif ⁽⁴⁾	211	+15	+7,5	+49	+4,5
Motif indéterminé	377	+9	+2,5	-20	-1,1
Total	3 440	+139	+4,2	+652	+3,8

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Saône-et-Loire			BFC	
	T2 2022	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	471	-74	-13,5	-414	-14,2
Entrée en stage ou formation	385	-5	-1,2	-226	-10,2
Arrêt de recherche**	423	+1	+0,2	+24	+1,3
dont maladie	267	-3	-1,0	+24	+2,0
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	2 001	+139	+7,5	+916	+9,9
Radiation administrative	392	+141	+56,5	+607	+45,7
Autre cas ⁽²⁾	271	-46	-14,4	-197	-12,7
Total	3 943	+157	+4,1	+708	+3,7

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO	Catégorie A	T2 2022	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
			1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
	Autun	5 340	0,0	-10,3	47,4	13,7	33,0	10,3
	Chalon-sur-Saône	5 860	+3,2	-10,5	50,5	13,5	30,0	8,2
	Charolles	2 360	-1,3	-15,4	47,0	13,6	38,6	6,7
	Louhans	2 110	+5,5	-10,6	50,7	11,4	34,1	7,2
	Mâcon	4 260	+0,2	-16,0	48,8	14,1	29,3	8,3
	Saône-et-Loire	19 920	+1,4	-12,4	48,9	13,5	32,1	8,3

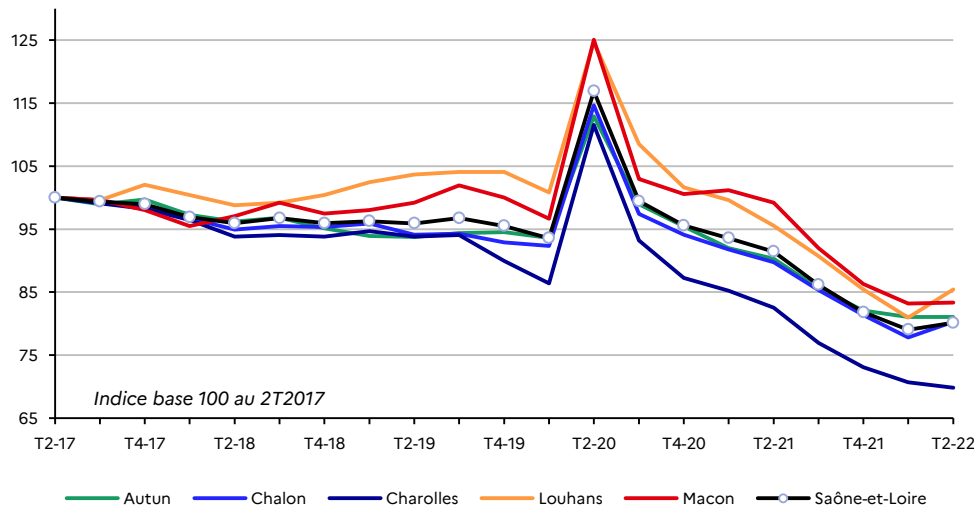
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2019

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Catégories A, B, C	T2 2022	Var. (en %) sur		Plus d'un an			
			1 Trim.	1 an	T2 2022	Var. (en %) sur		
						1 Trim.	1 an	
	Autun	10 290	-1,7	-6,5	5 200	-3,7	-13,2	
	Chalon-sur-Saône	12 090	-1,3	-7,0	5 900	-1,7	-11,7	
	Charolles	4 980	-3,1	-10,1	2 410	-4,7	-16,3	
	Louhans	4 230	-2,3	-11,1	2 050	-4,7	-13,9	
	Mâcon	9 000	-2,8	-9,7	4 250	-3,6	-14,7	
	Saône-et-Loire	40 600	-2,1	-8,3	19 810	-3,3	-13,5	

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
910	-2,2	1 000	+5,3
1 130	-1,7	1 210	0,0
490	-2,0	520	-1,9
410	+7,9	430	+2,4
890	-2,2	960	0,0
3 830	-0,8	4 110	+1,0

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2022.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

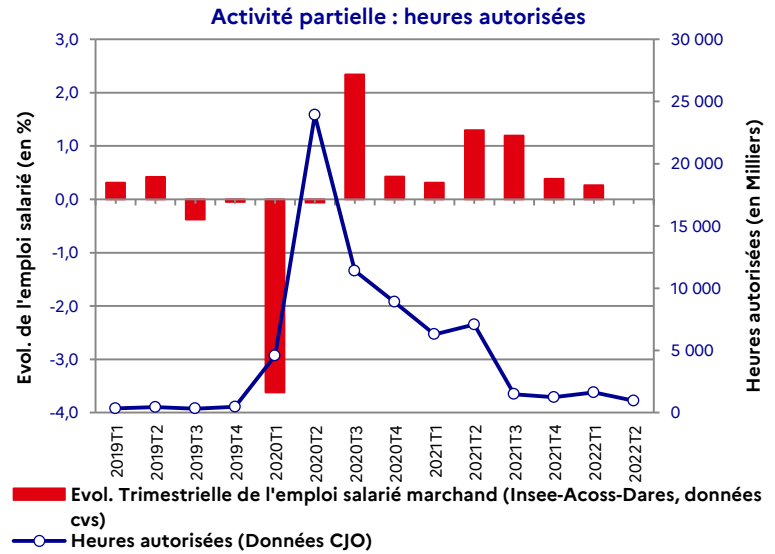
Activité partielle

Données CJO*		Saône-et-Loire	
Heures autorisées		T1 2022	T2 2022
Nombre de demandes en cours		760	249
Volume d'heures autorisées		1 631 969	956 418
dont :	Agriculture	3 571	1 135
	Industrie	1 167 508	647 282
	Construction	109 078	77 946
	Commerce	35 042	17 488
	Services	316 770	212 567
Etablissements autorisés		636	217
dont :	étabs de 50 sal. et plus	99	43
Nombre de salariés concernés**		8 263	6 047
Total heures autorisées 12 mois glissés		11 435 614	5 307 956

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

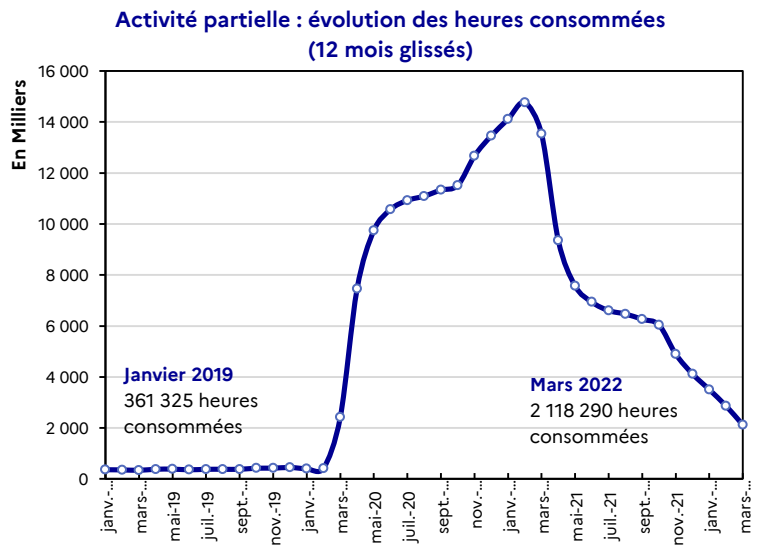


		Saône-et-Loire	
Heures consommées		T4 2021	T1 2022
Nombre d'heures consommées*		155 833	154 208
dont :	Agriculture	432	2 773
	Industrie	89 368	58 997
	Construction	4 433	9 771
	Commerce	8 748	10 481
	Services	52 851	72 185
Etabs ayant consommé des heures		507	493
dont :	étabs de 50 sal. et plus	95	78
Nombre de salariés concernés**		1 681	1 353
Total heures consommées 12 mois glissés		4 117 680	2 118 290

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre



Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Créations d'entreprises

Données brutes		Saône-et-Loire	
Créations d'entreprises		T2 2022	Evol./T2 2021
		(en %)	
Nombre de créations d'entreprises		1 443	-10,7
dont :	Entreprises individuelles	223	-13,2
	Micro-entrepreneurs	884	-12,0
	Sociétés	336	-5,1
Cumul sur 12 mois glissés		5 760	-4,7
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		559	-8,5
Cumul sur 12 mois glissés		2 235	-4,2

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

		Saône-et-Loire	
Ouvertures de procédures		T2 2022	Evol./T2 2021
		(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures		96	+88,2
dont :	Sauvegardes	4	+33,3
	Redressements judiciaires	22	+266,7
	Liquidations judiciaires directes	70	+66,7
Nombre d'emplois menacés		193	+46,2
dont :	Agriculture	8	-61,9
	Industrie	34	+6,3
	Construction	31	-22,5
	Commerce	33	+135,7
	Services	87	+248,0
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		322	+63,5

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Saône-et-Loire 1 ^{er} trimestre 2022 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %		Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %
Agriculture	3 600	+130	+3,9	+400	+12,6	3 630	+140	+4,0	+410	+12,7
Industrie	33 750	+80	+0,2	+410	+1,2	37 630	+50	+0,1	+1 040	+2,9
Industrie agro-alimentaire	6 180	0	-0,0	+180	+3,0	6 870	0	-0,0	+300	+4,6
Industries extractives, énergie, eau, déchets	2 270	+40	+1,6	+10	+0,4	2 420	+30	+1,1	0	+0,0
Equipements élec. électron. info., autres machines	4 430	+20	+0,5	+30	+0,7	5 170	+30	+0,5	+230	+4,7
Matériels de transport	2 500	-10	-0,3	-10	-0,3	2 790	+10	+0,2	+20	+0,8
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	18 370	+30	+0,2	+200	+1,1	20 380	-10	-0,0	+490	+2,5
Construction	11 310	-70	-0,6	+40	+0,3	12 380	-150	-1,2	-10	-0,1
Commerce ; réparation auto.	26 010	+30	+0,1	+470	+1,8	26 590	+30	+0,1	+470	+1,8
Services marchands	43 920	+290	+0,7	+1 800	+4,3	46 040	+260	+0,6	+1 890	+4,3
Transports et entreposage	10 690	+130	+1,2	+180	+1,7	11 760	+80	+0,7	+180	+1,5
Hébergement et restauration	6 510	-60	-0,8	+780	+13,7	6 580	-50	-0,8	+800	+13,9
Information et communication	1 180	-30	-2,3	-40	-3,6	1 200	-20	-1,4	-30	-2,8
Services financiers	3 230	+20	+0,6	+30	+1,1	3 250	+20	+0,6	+30	+1,0
Services immobiliers	1 290	+30	+2,4	0	+0,4	1 310	+20	+1,4	-10	-0,6
Services aux entreprises	13 960	+110	+0,8	+430	+3,2	14 840	+150	+1,0	+530	+3,7
Services aux ménages	7 060	+80	+1,2	+410	+6,2	7 080	+60	+0,8	+400	+5,9
Services non marchands	65 200	+10	+0,0	+360	+0,6	65 380	+20	+0,0	+430	+0,7
Ensemble	183 790	+480	+0,3	+3 480	+1,9	191 640	+350	+0,2	+4 240	+2,3

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

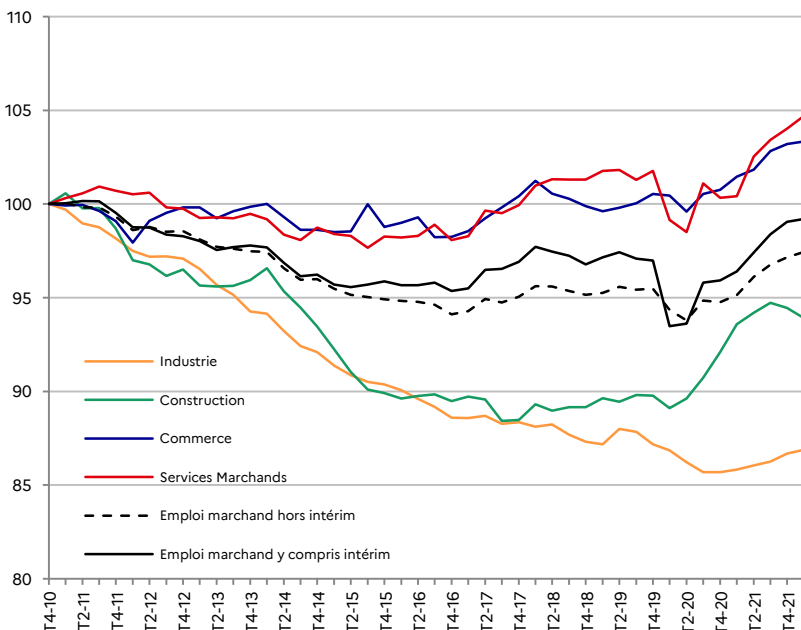
Traitement : Dreetts BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

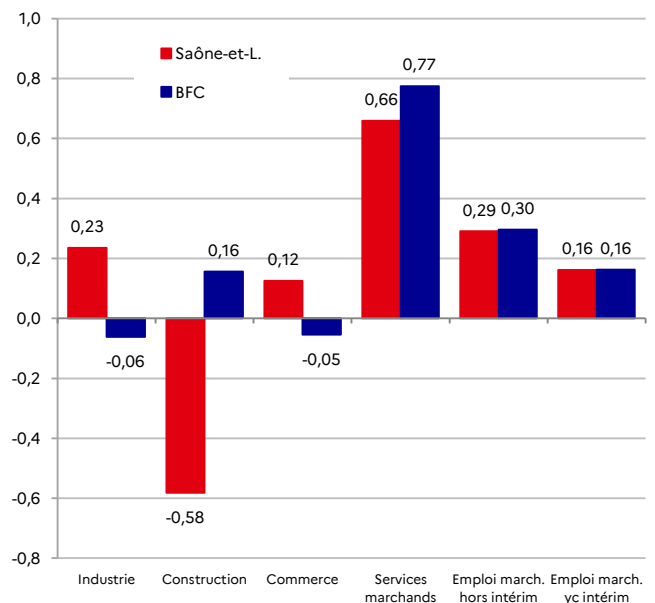
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 4^{ème} trim. 2021 et le 1^{er} trim. 2022, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Saône-et-Loire	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
1^{er} trimestre 2022 <i>(Données CVS)</i>										
Agriculture	30	+20,4	+29,0	0,9	+0,1	30	0,0	+50,0	1,5	+0,2
Industrie	3 730	+1,7	+20,4	10,0	+1,5	3 790	+5,9	+26,3	2,3	+0,1
Construction	1 120	-1,3	+4,5	9,0	+0,3	1 140	+4,6	+7,5	3,0	+0,1
Commerce	530	-0,3	+5,6	2,0	+0,1	560	+3,7	+14,3	1,6	+0,3
Services	2 210	-4,3	+6,8	4,8	+0,1	2 330	-0,4	+5,9	1,9	-0,2
Ensemble	7 630	-0,7	+12,7	6,0	+0,5	7 860	+3,7	+16,3	2,2	+0,1

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

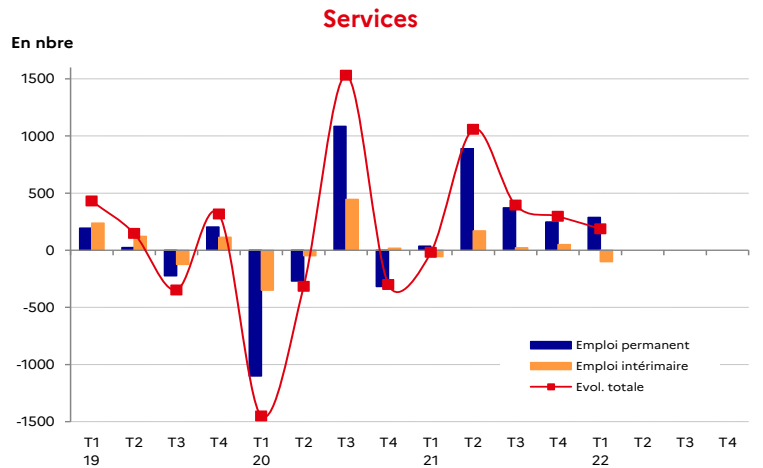
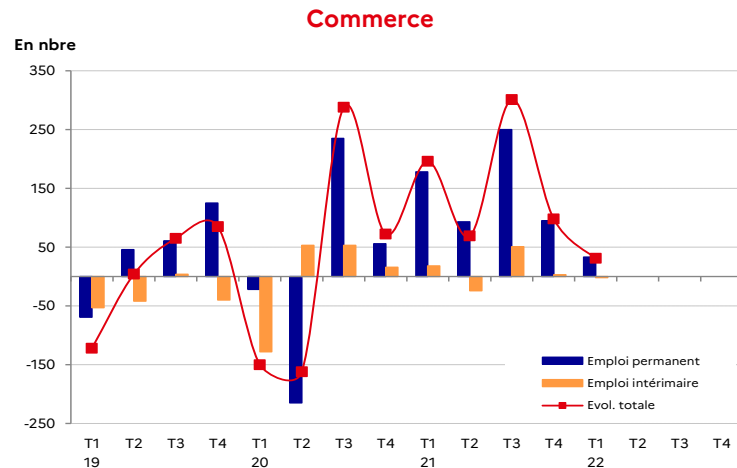
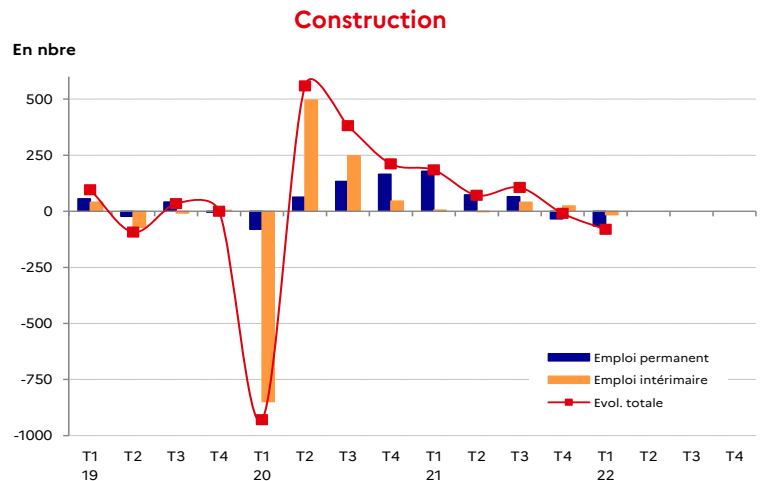
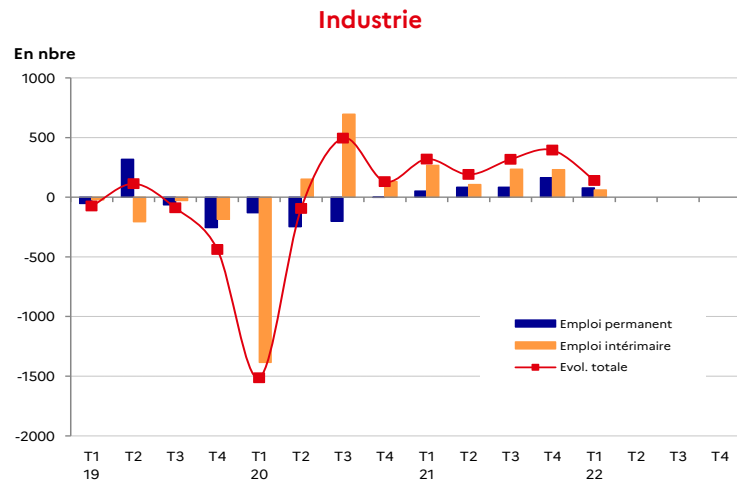
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Saône-et-Loire		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
1^{er} trimestre 2022						
Embauches		1 829	983	3 975	23 588	30 375
Répartition en %		6,0	3,2	13,1	77,7	100,0
dont en % :						
	CDD	46,1	43,9	65,7	84,6	78,5
	< 25 ans	26,3	27,1	41,2	20,1	23,5
	25 - 49 ans	55,2	59,1	41,5	51,5	50,7
	50 - 54 ans	9,0	7,7	6,2	10,3	9,6
	55 ans ou plus	9,5	6,1	11,1	18,1	16,3
	Femmes	37,8	10,5	61,0	65,8	61,7
Sorties		1 555	946	3 931	22 667	29 099
Répartition en %		5,1	3,1	12,9	74,6	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	28,4	22,1	58,8	82,5	74,4
	dont CDD < 1 mois	31,1	23,9	68,0	90,4	86,1
	Demissions	26,4	39,7	17,8	7,4	10,9
	Licenciements économiques	2,8	1,1	0,9	0,4	0,6
	Licenc. non économiques	12,5	13,3	8,3	3,2	4,7
	Retraite	11,0	3,9	2,1	1,1	1,9
	Ruptures Conventionnelles	6,7	9,5	3,9	1,2	2,1
	< 25 ans	22,0	24,4	40,4	19,9	22,9
	25 - 49 ans	47,3	57,1	39,7	50,3	48,9
	50 - 54 ans	7,7	7,0	6,5	10,3	9,5
	55 ans ou plus	23,0	11,5	13,4	19,5	18,6
	Femmes	34,5	11,4	60,8	66,2	62,0

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

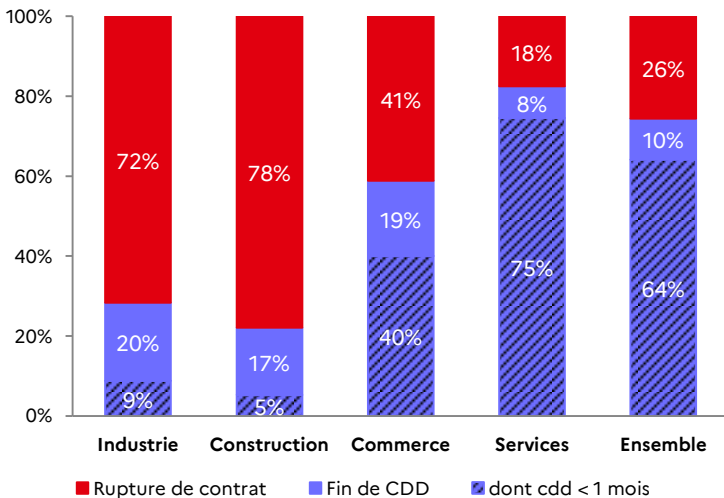
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

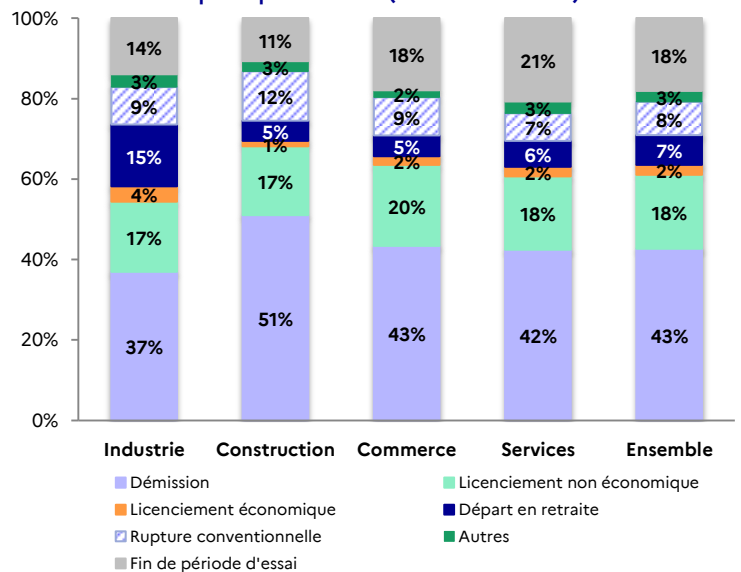
Lecture : Au 1er trimestre 2022 parmi les embauches dans l'industrie 46,1 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 2,8 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,6 % tous secteurs confondus

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 40 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 37 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Saône-et-Loire		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
1^{er} trimestre 2022							
Actifs en emploi (en %)		9,6	58,7	14,4	17,3	52,2	30,5
Embauches		7 126	15 398	2 908	4 943	18 751	4 484
dont en % :							
	CDD	78,2	74,6	81,9	89,2	83,8	84,1
Sorties		6 668	14 232	2 777	5 422	18 043	4 271
dont en % :							
	Fins de CDD	73,7	72,6	80,3	76,9	80,6	82,0
	dont CDD < 1 mois	81,1	85,5	89,5	91,9	87,6	84,6
	Demissions	11,6	13,7	7,9	4,2	8,4	8,7
	Licenciements économiques	0,1	0,7	1,3	0,9	0,5	0,0
	Licenc. non économiques	6,3	4,6	4,0	3,4	3,4	3,7
	Retraite	0,0	0,0	0,0	10,1	1,3	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,9	3,0	1,6	1,7	1,8	0,5

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 89,2 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2019, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi frontalier

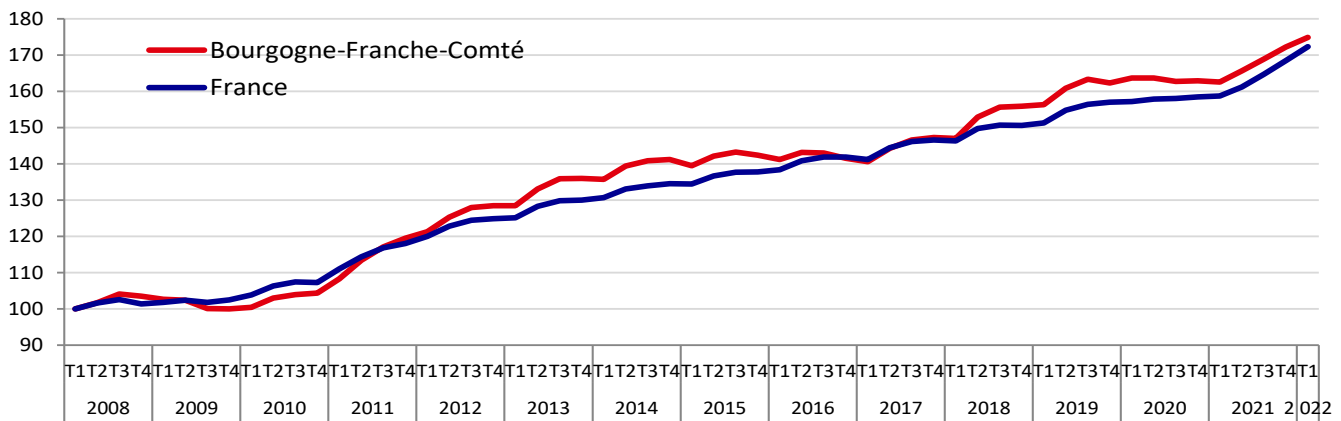
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2022	Actifs occupés RP 2019	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 570	216 710	22,0	+0,3	+4 210	+2,0	171	0,4	+5,6	+33	+23,9
Doubs	222 456	197 970	20,1	+0,3	+3 010	+1,5	29 555	71,7	+1,3	+1 980	+7,2
Jura	105 149	87 690	8,9	-0,1	+1 050	+1,2	6 854	16,6	+1,2	+411	+6,4
Nièvre	70 977	64 310	6,5	-0,1	+910	+1,4	15	0,0	+7,1	+3	+25,0
Haute-Saône	92 428	69 120	7,0	+0,2	+650	+0,9	568	1,4	+3,3	+96	+20,3
Saône-et-Loire	211 125	191 640	19,4	+0,2	+4 240	+2,3	206	0,5	+4,0	+28	+15,7
Yonne	126 632	110 130	11,2	-0,1	+1 280	+1,2	25	0,1	0,0	+6	+31,6
Territoire de Belfort	55 791	49 410	5,0	-0,2	+290	+0,6	3 823	9,3	+3,7	+336	+9,6
BFC	1 105 129	986 990	100,0	+0,1	+15 640	+1,6	41 217	100,0	+1,5	+2 893	+7,5

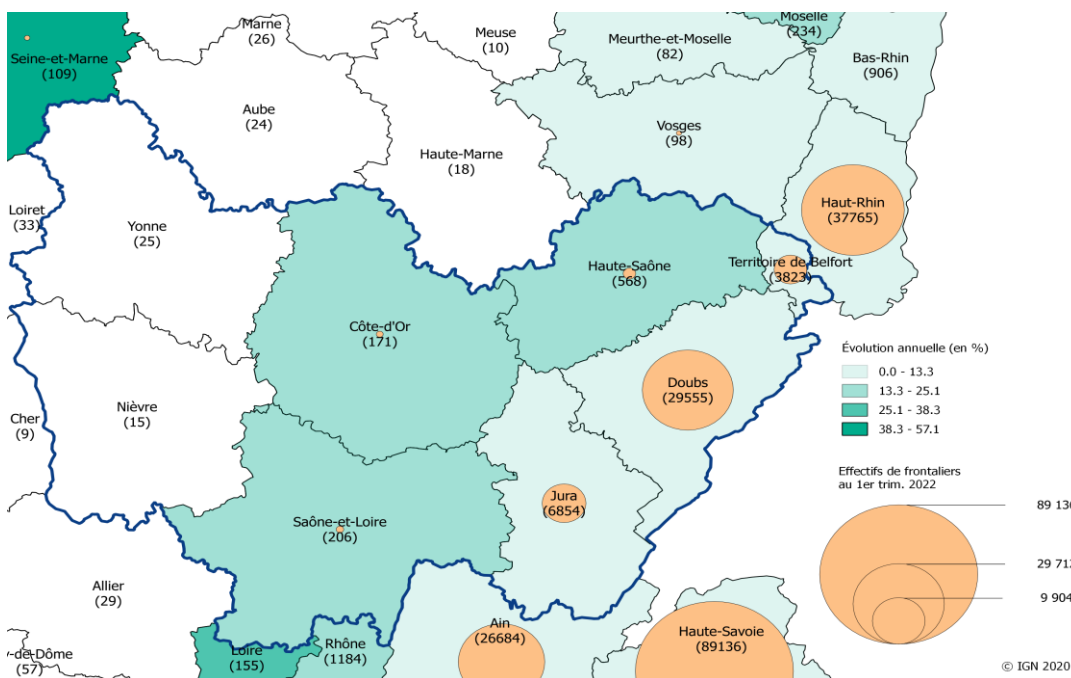
Sources : INSEE - RP 2019; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 7,2 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 29 555 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Saône-et-Loire			BFC
	T2 2022	Cumul 2022	Var.(%)/ cumul 2022	Var.(%)/ cumul 2021
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
PEC	121	331	-27,7	-22,8
dt jeunes	49	117	-13,3	-16,7
dt Education Nat.	s	s	s	-40,3
dt Collectivités	24	67	-30,2	-32,8
dt résidents QPV	7	25	-26,5	+5,1
dt résidents ZRR	58	178	-	-
CIE Jeunes	64	179	-	-
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	388	1 065	-24,0	-36,4
dt résidents QPV	nd	nd	nd	nd
CEJ*	507	919	-	-
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	24	62	-18,4	-26,5
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 1T2022)				
- secteur public	s	s	-80,0	-7,1
- secteur privé	192	192	-16,5	-11,4

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 26

s : secret statistique

nd : non disponible

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T4	Cumul	Var.(%)/
	2021	2021	cumul 2020
Côte d'Or	296	1 606	+15,6
Doubs	408	1 927	+12,1
Jura	302	1 320	+28,4
Nièvre	243	1 082	+67,8
Haute-Saône	130	637	+9,1
Saône-et-Loire	405	2 014	+29,6
Yonne	400	1 875	+44,5
Territoire de Belfort	76	489	+21,0
BFC	2 260	10 950	+27,0

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

Garantie jeunes et CEJ (Contrat d'engagement jeune) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

Emploi d'avenir : DARES

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Saône-et-Loire		BFC
	T2 2022	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	510	+6,5	+7,0
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	861	+31,8	+15,7
IAE (au 4T2021)	1 568	+7,9	+6,0

▶ De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie. Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux. Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2022	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
<i>données brutes provisoires</i>								
Côte d'Or	9 930	-6,2	37 273	+1,3	8 290	+2,4	1 733	-10,0
Doubs	12 647	-3,0	33 080	+2,1	10 223	+0,4	1 953	-5,9
Jura	3 677	-9,1	15 377	+0,9	5 113	+0,5	780	-4,5
Nièvre	5 733	-4,3	13 693	0,0	6 170	-0,8	897	-9,4
Haute-Saône	4 147	-5,7	15 040	0,0	5 277	+1,9	1 073	-6,7
Saône-et-Loire	10 107	-8,0	36 477	+1,6	11 583	+2,1	2 193	-9,6
Yonne	8 760	-6,5	23 407	+0,8	7 630	+3,8	1 407	-8,7
Territoire de Belfort	4 357	-1,6	9 540	+2,2	2 327	+1,3	750	-0,9
BFC	59 357	-5,6	183 887	+1,2	56 613	+1,5	10 787	-7,7

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

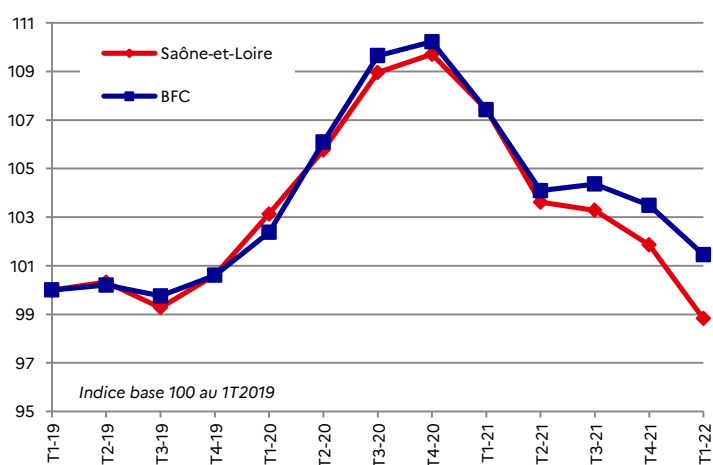
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

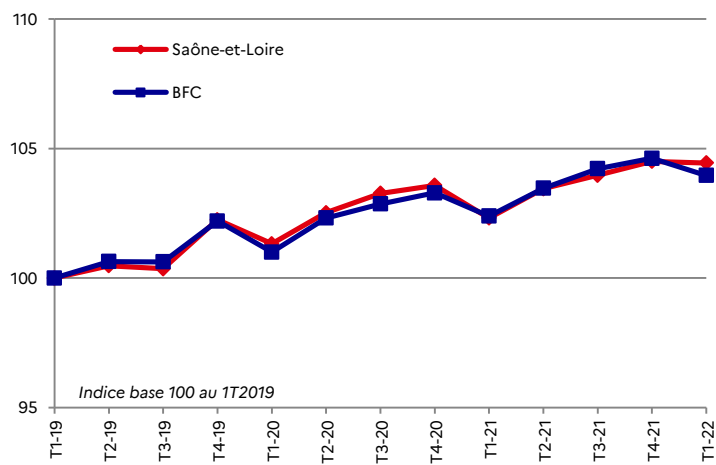
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

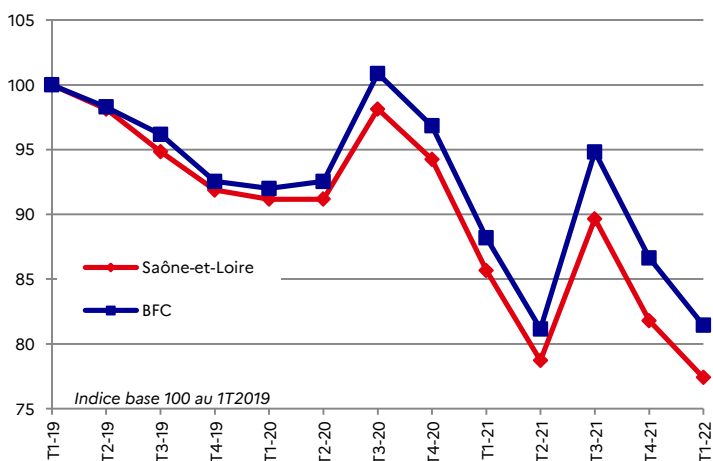
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

